



**Arrêté préfectoral complémentaire prescrivant à la société MANUFACTURE DE  
BACCARAT la réalisation d'un diagnostic des prélèvements d'eau et des rejets  
aqueux de sa cristallerie située à BACCARAT**

N° 20210275

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
*Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite*

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses livres II et V ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 modifié relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;

**Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2010/111 du 25 juin 2010 modifié autorisant et encadrant les activités de la société MANUFACTURE DE BACCARAT à BACCARAT ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2017-451 du 8 juin 2017 cadre relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau dans le bassin Rhin-Meuse en période d'étiage et de sécheresse préconisant des mesures coordonnées de gestion de l'eau sur le réseau hydrographique du bassin Rhin-Meuse en période de sécheresse et définissant les seuils sur certaines rivières du bassin entraînant des mesures coordonnées de limitation provisoire des usages de l'eau et de surveillance sur ces rivières et leur nappe d'accompagnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire 20180640 du 23 juillet 2018 de mise à jour des prescriptions « sécheresse » applicables à la société MANUFACTURE DE BACCARAT à BACCARAT ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement (installations classées) de la DREAL Grand Est référencé PP/ALF/SC/AM/IP/1248-2020 du 1er mars 2021, faisant suite à la visite de contrôle effectuée le 13 août 2020, dont copie a été transmise à l'exploitant, la société MANUFACTURE DE BACCARAT, par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 1er mars 2021, conformément aux dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le projet du présent arrêté transmis à l'exploitant le 1er mars 2021 pour observations éventuelles ;

**Vu** la réponse de l'exploitant du 16 mars 2021 ;

**Considérant** que les prélèvements et rejets d'eaux des industries sont visés par des mesures de limitation d'usage en cas de crise climatique grave ;

**Considérant** que les activités exercées par la société MANUFACTURE DE BACCARAT dans ses installations industrielles situées sur le territoire de la commune de BACCARAT génèrent des prélèvements d'eau conséquents dans le milieu naturel ;

../...

Considérant qu'il y a lieu d'augmenter la fréquence des relevés des prélèvements et consommations d'eau de l'établissement susvisé, qu'elle soit d'origine souterraine ou de surface, en situation hydrologique critique ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle par intérim ;

## ARRETE

### Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La société MANUFACTURE DE BACCARAT, dont le siège social est situé 20 rue des Cristalleries à BACCARAT (54120), est tenue de respecter pour l'exploitation de ses installations de fabrication de cristal implantées sur le territoire de la commune de BACCARAT les prescriptions additionnelles fixées par le présent arrêté, et de mener les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic :

- des consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (domestiques, arrosage, lavage, etc.) de l'établissement susvisé,
- des rejets d'eaux de l'établissement susvisé dans le milieu naturel.

Ce diagnostic doit conduire à déterminer les actions de réduction des prélèvements d'eau dans le milieu naturel et dans le réseau de distribution ainsi que les actions de diminution des rejets aqueux dans le milieu naturel, pérennes ou temporaires en cas de conditions climatiques critiques.

Le cas échéant, l'exploitant se sert des données obtenues lors d'études précédentes, mises à jour si nécessaire, pour établir le diagnostic et le plan d'actions associé répondant au présent arrêté.

### Article 2 : Contenu du diagnostic

Le diagnostic visé à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté doit préciser :

1. l'historique des réductions de consommation et/ou de rejet d'eaux enregistrées sur les dix dernières années dans l'établissement ;
2. les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau de l'établissement, notamment :
  - le type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance et interconnexions de ce réseau) et ses caractéristiques (localisation géographique des captages, nom du milieu prélevé),
  - les débits minimum et maximum des dispositifs de pompage d'eau,
  - les usages qui sont faits de l'eau prélevée ;
3. la disponibilité de la ressource qu'elle soit d'origine souterraine ou de surface (caractéristiques hydrologiques du cours d'eau ou du canal de dérivation : état de la masse d'eau, débits moyens journaliers et autres débits caractéristiques... ; caractéristiques de la nappe d'eau souterraine : état de la masse d'eau, niveaux piézométriques caractéristiques, temps de renouvellement...) ;
4. les quantités d'eau indispensables aux processus industriels de l'établissement ;
5. les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;
6. les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ;
7. les pertes dans les circuits de prélèvement ou de distribution d'eau de l'établissement ;
8. les dispositions temporaires envisageables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique ;
9. les limitations des rejets aqueux possibles en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique notamment des baisses de débit des cours d'eau récepteurs ;

10. les rejets aqueux minimaux qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement en sécurité des installations de l'établissement ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités ;

11. les évolutions prévisibles de process avec leurs incidences sur la consommation d'eau de l'établissement (quantité et qualité).

### **Article 3 : Gestion des prélèvements et rejets d'eaux**

L'exploitant établit un document décrivant les opérations de gestion des prélèvements et des rejets d'eaux de son établissement et accompagné d'une évaluation technico-économique des opérations décrites mentionnant en particulier les éventuelles conséquences sur les activités de l'établissement (arrêt d'installations, incidences sur la sécurité et/ou la production, etc.) ainsi que d'un échéancier de réalisation.

L'analyse effectuée doit rendre compte des mesures mises en œuvre ou possibles et de leur efficacité en matière :

- d'économies d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités,
- de limitation voire de suppression de rejets aqueux dans le milieu naturel, notamment par écrêtement des débits des rejets, rétention temporaire des effluents aqueux ou lagunage de ceux-ci avant traitement approprié.

Doivent être distinguées :

- les actions pérennes qui permettent de limiter durablement les consommations d'eau et les rejets aqueux dans le milieu naturel,
- les actions renforcées en cas de situation hydrologique déficitaire.

Ladite analyse doit notamment permettre de proposer des mesures adaptées relatives aux usages de l'eau de l'établissement en cas de situation de sécheresse et suivant les niveaux d'alerte définis dans l'arrêté préfectoral cadre de bassin n°2017-451 du 8 juin 2017 susvisé.

### **Article 4 : Mesures d'urgence en cas de situation hydrologique critique**

L'article 4.1.4.1 de l'arrêté préfectoral 2010-111 du 25 juin 2010 modifié autorisant et encadrant les activités de l'établissement visé à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté est amendé comme suit :

*« L'exploitant met en œuvre les mesures visant la réduction des prélèvements d'eau et/ou les mesures de limitation d'impact des rejets dans le milieu récepteur lors de la survenance d'une situation d'alerte, d'une situation d'alerte renforcée ou de crise telles que définies dans l'arrêté préfectoral cadre n° 2017-451 du 8 juin 2017.*

*Dès lors que le seuil de la situation d'alerte est franchi, l'exploitant effectuera les relevés des prélèvements et consommations d'eau de son établissement, qu'elle soit d'origine souterraine ou de surface, à une fréquence journalière. L'exploitant consignera les données dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. »*

### **Article 5 : Délai**

L'ensemble des éléments répondant aux dispositions du présent arrêté est transmis à l'inspection des installations classées par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté **dans le délai maximal de trois mois à compter de sa date de notification.**

### **Article 6 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1. une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de BACCARAT et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

2. un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

3. cet arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 7 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

#### **Article 8 : Recours**

Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Nancy :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

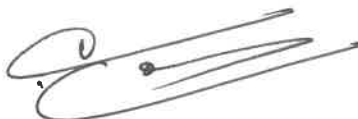
#### **Article 9 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture par intérim, le sous-préfet de LUNEVILLE, le maire de BACCARAT et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société MANUFACTURE DE BACCARAT et dont copie sera adressée :

- à la directrice générale de l'agence régionale de santé, délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle,
- à la directrice départementale des Territoires par intérim,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- à la cheffe du service interministériel de défense et de protection civile.

NANCY, le 31 MARS 2021

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par intérim



Frédéric CARRE